



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 19/05/2023

Reçu en préfecture le 19/05/2023

Publié le

S²LO

ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_047-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023
Reçu en préfecture le 19/05/2023
Publié le
ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_047-DE

M_DL230515_047

INTERCOMMUNALITE - CONVENTION DE SERVICES PARTAGÉS ENTRE LA COMMUNAUTÉ URBAINE LE HAVRE SEINE MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTIVILLIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jérôme DUBOST, Maire - La ville de Montivilliers et Le Havre Seine Métropole ont décidé de maintenir des relations contractuelles établies par une première convention de services partagés le 17 décembre 2002 et renouvelée le 20 décembre 2005. Cette convention vise à assurer une bonne organisation des services en direction de la population de Montivilliers. Le maintien de ces liens contractuels permet de gagner en efficacité, en sécurité juridique, financière et technique. Une seconde convention entre ces deux entités a été adoptée le 19 mars 2009 pour des motifs identiques. Arrivée à son terme le 31 décembre 2016, une nouvelle convention a été signée pour la période 2017-2022.

La précédente convention arrivant à son terme, il est nécessaire d'établir une nouvelle convention de services partagés conclue avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour la période 2023-2028.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-4-1 ;
VU la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
VU la loi 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;
VU la loi 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
VU le budget primitif de l'exercice 2023
VU la commission des finances du 12 mai 2023

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre d'une bonne organisation des services, la Ville de Montivilliers peut mettre à la disposition de la Communauté Urbaine ses moyens et services généraux pour l'exercice de la compétence « Organisation de la mobilité » et plus précisément pour la « Gestion des cartes d'ayants droit aux tarifs réduits pour les bus de la Communauté Urbaine » ;
- La nécessité de procéder à l'établissement d'une nouvelle convention de services partagés avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour la période 2023-2028

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer la convention de services partagés avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour la période 2023-2028, tel que joint à la présente délibération.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Imputation budgétaire

Exercice 2023

Budget principal

Imputation : 70848

Sous-fonction et rubriques : 810

Montant de la recette : 1 602 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.